

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74 000 ANNECY

Annecy, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)

110, rue des sarcelles
Z.I. des Bordets
74130 Bonneville

Références : 20250911-RAP-InspNeofor-ProduitsChimiques
Code AIOT : 0006104555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS) implanté 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)
- 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006104555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BETEMPS Bois a été rachetée en 2015 par le groupe CAMSEL dont le siège social est situé à Brassac (81). Le groupe CAMSEL, devenu NEOFOR en 2018, détient 3 scieries en France dont celle de la société BETEMPS. Il représente 100 personnes et 20 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Du fait de la modification de dénomination du groupe CAMSEL en NEOFOR, la société BETEMPS Bois s'appelle désormais NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS. Il s'agit d'un simple changement de raison sociale, les numéros SIRET et SIREN ayant été conservés.

L'établissement de Bonneville est spécialisé dans la première transformation du bois (scierie). A ce titre, la société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS utilise des installations classiques de travail du bois : tronçonneuses, écorceuses, scies à ruban et circulaire, déligneuses, etc.

L'entreprise exploite aussi deux séchoirs à bois fonctionnant au gaz naturel, trois installations de mise en œuvre de produit pour la préservation du bois (deux bacs de traitement fongicide / insecticide et un bac de traitement anti-bleu) ainsi qu'une cuve de coloration du bois.

Une partie des grumes est stockée sur le site de la Z.I. des Bordets et une autre partie sur le site des "Charbonnières" à Bonneville, situé à environ 2,5 km à l'Est de la scierie. Les grumes sont arrosées de mi-avril à début / mi-novembre afin d'éviter le développement de parasites (insectes).

Les essences travaillées sont essentiellement du sapin, de l'épicéa et un peu de douglas ou du mélèze. Elles proviennent de Haute-Savoie, de Savoie, de l'Ain, de l'Isère, du Rhône (douglas) et de la Haute-Loire (douglas).

L'établissement fabrique des planches, des poutres, des madriers, des liteaux etc.

Ces produits sont destinés à différents marchés:

- Gros bâtiment, renouvellement de toiture, charpente, etc (principalement pour le marché local).
- Négoce de bois (France).
- Grandes surfaces de bricolage (France).
- Emballages : caisses, palettes (France).

L'effectif de l'établissement est d'environ 42 personnes, dont une travaille pour l'exploitation forestière qui est intégrée à la société.

Le site de Bonneville occupe une superficie d'environ 8 hectares.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2016-0043 du 21 juin 2016. De plus, le site ayant une capacité de traitement du bois supérieure à 75 m³ par jour, il est classé sous la rubrique n° 3700 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre du champ d'application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive "IED". Pour cette raison, l'établissement est classé prioritaire au sens de la note du 24 novembre 2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Le changement de raison sociale sus-mentionné a fait l'objet d'une télédéclaration auprès de monsieur le préfet, la preuve de dépôt ayant été délivrée le 17 juin 2019 sous le n° A-9-03C00TQCP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3	Sans objet
2	produit utilisé	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.8.2.1	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 02/03/2023, article 3.3	Sans objet
4	surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 2.7	Sans objet
5	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions contrôlées. Aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3				
Thème(s) : Situation administrative, activités				
Prescription contrôlée :				
Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :				
Rubriques ^	Alinéa ♦	Nature ♦	Quantité totale / Capacité totale ♦	Régime en vigueur ♦
1531		Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement	15 000 m3	D
1532	2.b	Stockage bois déclaré	12 320 m3	D
2410	1	Supérieur à 250 kW	1 900 kW	E
2415	1	Mise en oeuvre de plus de 1000 L de produits	122 000 L	E
2940	1.a	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	6 000 L	E
3700		Préservation du bois	110 m3/j	A
Constats :				
<p>L'exploitant a indiqué prévoir l'installation d'un nouveau sécheur à bois, associé à une chaudière biomasse de 600 kW, en complément de la chaudière biomasse existante de même puissance. L'objectif affiché est de doubler la capacité de séchage sans modification notable de l'emprise au sol. L'exploitant a précisé que seuls des bois non traités seraient utilisés comme combustible, afin de rester dans le champ de la rubrique 2910, et qu'une réflexion est en cours pour limiter la puissance de la chaudière gaz en deçà de 400 kW (changement du brûleur), afin que la puissance thermique globale installée demeure inférieure à 1 MW.</p> <p>Il a été rappelé que si des bois traités étaient valorisés, les rubriques déchets 2770 ou 2771 seraient applicables.</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance du préfet la modification des installations envisagées dès lors que son dimensionnement est définitif.</p>				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : produit utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, installation de traitement du bois
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assurera que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment: <ul style="list-style-type: none">• qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,• qu'il respecte les interdictions du règlement n°850,2004 sur les polluants organiques persistants.• qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006. S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tiendra l'argumentaire correspondant à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Deux produits biocides sont actuellement utilisés pour le traitement du bois : <ul style="list-style-type: none">• AXIL 2000 (BS), bénéficiant d'une AMM FR-2017-0108 en TP8 ;• SARPALO 860 (BS), produit classé dangereux pour l'environnement et reprotoxique (H410, H360D), sans AMM à ce jour mais dont l'usage est possible sous le régime transitoire du règlement (UE) n°528/2012. Par son courriel du 19/09/2025 l'exploitant a indiqué que la société BERKEM a déposé une demande d'AMM pour le produit SARPALO 860, et a apporté les justifications nécessaires démontrant que l'utilisation du SARPALO 860 reste couverte par le régime transitoire, ainsi que les éléments relatifs aux recherches de substitution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 02/03/2023, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : Art 3.3 AM du 02/03/2023 (applicable au 02/09/2023) L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses dont les produits biocides et substances actives utilisés, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent ou autorisations de mise sur le marché au titre de la réglementation sur les produits biocides (règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides). Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Ces documents lui permettent de connaître la nature et les risques des matières présentes dans l'installation.

Constats :

Les FDS consultées sur site datent du 14 novembre 2022 pour les produits SARPALO 860 et AXIL 2000. Ces versions sont plus récentes que celles initialement mentionnées dans le dossier de réexamen (2020), et ont été transmises en version papier lors de la visite d'inspection (ainsi qu'en version informatique par courriel du 19/09/2025, dont une version encore plus récente, du 15/12/2023, concernant le SARPALO 860).

L'exploitant utilise en complément l'outil SEIRICH pour le recensement et la mise à disposition des FDS ainsi que pour l'évaluation des risques chimiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la pollution des eaux souterraines

Prescription contrôlée :**6.1.8.4 - Nature et fréquence des analyses**

Les paramètres seront analysés deux fois par an, conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur, à fréquence d'une fois en période de hautes eaux et d'une fois en période de basses eaux.

Les paramètres recherchés dans les eaux souterraines seront les substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu des activités exercées et des produits de préservation du bois utilisés : acide borique, propiconazole, fenpropimorphe, perméthrine, Tébuconazole, IodoPropynylButylcarbamate (I.P.B.C.) ainsi que les hydrocarbures totaux.

L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées de chaque changement de produit de préservation du bois, de substances actives ou de solvant, en lui proposant la liste mise à jour des substances pertinentes à rechercher dans les eaux souterraines.

L'inspection des installations classées validera la nouvelle liste des substances qui devront être recherchées dans les eaux souterraines.

Le cas échéant, la surveillance de la qualité des eaux souterraines pourra être renforcée ou allégée.

Constats :

Le rapport d'analyses reçu le 19/08/2025, relatif au prélèvement du 12/06/2025, indique que l'accès au piézomètre PZ4 était obstrué et que le prélèvement n'a pu être réalisé. L'exploitant a indiqué qu'un nouveau prélèvement avait été effectué le 03/09/2025.

A noter que le cadre de surveillance GIDAF est maintenant en cohérence avec les mesures requises par l'arrêté d'autorisation du site et les analyses effectuées.

Les rapports d'analyses montrent une hausse ponctuelle des limites de quantification (LQ) en 2024, redescendues au niveau habituel en 2025. L'exploitant n'a pas identifié de cause précise. Le programme de surveillance est conforme à l'arrêté préfectoral.

<p>En outre, par son courriel du 19/09/2025, l'exploitant a transmis le comparatif des hauteurs d'eau de chacun des piézomètres sur les précédentes campagnes de prélèvement et a précisé qu'il adaptera son calendrier de commandes de prélèvements pour correspondre à une période de basses eaux et une période de hautes eau par an.</p> <p>Il précise par ailleurs avoir rappelé au prestataire en charge des campagnes de mesures de spécifier clairement dans le rapport de mesures si les prélèvements correspondent à une période de hautes ou basses eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Étiquetage des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p> <p>Article 4.14 de l'AM du 02/03/2023 (applicable au 02/03/2025)</p> <p>Le nom des produits utilisés est indiqué de façon lisible et apparente sur les appareils de traitement et les stockages de liquides (cuves, citernes, réservoirs associés) ou à proximité immédiate de ceux-ci.</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant consigne dans un registre tenu à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de produit introduit dans l'appareil de traitement ; - le taux de dilution employé ; - le tonnage de bois traité.
<p>Constats :</p> <p>Les produits dangereux sont stockés dans leurs emballages commerciaux (bidons et GRV). L'étiquetage observé sur site comporte les pictogrammes de danger, mentions d'avertissement et conseils de prudence.</p> <p>Concernant les bacs de rétention, il a été observé qu'un GRV avait été décalé vers l'arrière de manière à sécuriser la vanne de vidange de celui-ci (vanne repérée fuyarde par l'exploitant). Ce faisant, l'extrémité arrière de la cuve ne se trouvait plus totalement au-dessus de la rétention. Cette configuration ne garantit pas la récupération intégrale des fuites potentielles (en particulier si l'arrière de la cuve était percuté lors d'une manutention quelconque). Cela étant, l'inspection partage le constat de l'importance et pertinence de placer la vanne de vidange au droit de la rétention.</p> <p>En conclusion, en fonctionnement dégradé, l'inspection considère que le placement de la cuve était le plus sécurisant au vu des circonstances. Cependant il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de disposer d'une rétention qui permette de placer la cuve et sa vanne de vidange au droit de celle-ci (un « retour » à l'avant de la rétention pourrait être ajouté pour récupérer les éventuels écoulements au niveau de la vanne).</p>

Enfin, l'exploitant a transmis par son courriel du 19/09/2025 la trame de registre de suivi des quantités de produits introduits dans les appareils de traitement, du taux de dilution employé et du tonnage de bois traité. Il précise que ce registre sera tenu à jour annuellement afin de bénéficier des données consolidées (notamment issues du suivi des achats).

Type de suites proposées : Sans suite